

10 mai 2004, Montréal

Allocution à l'occasion d'un déjeuner organisé par le CORIM, le CERIUM, l'Institut d'études internationales de Montréal à l'UQAM et l'organisation Montréal International

Chers amis, tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de m'avoir invité à venir vous parler de politique étrangère ici chez moi, à Montréal.

La vocation internationale de notre ville est bien connue. Carrefour entre l'Europe et l'Amérique, Montréal abrite des organisations internationales et accueille des institutions comme les vôtres, autres signes tangibles de sa vitalité. En politique étrangère, tout comme en politique intérieure, les choix que nous faisons reflètent les valeurs qui nous tiennent à cœur. Je m'en suis bien rendu compte il y a un peu plus d'une semaine, au cours de ma visite à Washington. Évidemment, les sujets traités ont été d'abord ceux qui sont au cœur des préoccupations immédiates entre le Canada et les États-Unis, notamment le bois d'œuvre, le bœuf, l'Irak et le bouclier antimissile.

Sur le bois d'œuvre et le bœuf, le protectionnisme ne sert à personne. Sur l'Irak, j'ai rappelé mon appui personnel à notre décision de ne pas nous joindre aux forces de la coalition. Mais j'ai tenu aussi à regarder vers l'avenir et à souligner notre engagement à aider les Irakiens à reconstruire leur pays et à se doter d'un régime démocratique avec l'appui des Nations Unies. En ce qui concerne le bouclier antimissile, le Canada prendra sa décision en fonction de ses propres intérêts. Une chose est claire : le Canada reste profondément opposé à la présence d'armes dans l'espace. Nous voulons que l'espace soit considéré comme un bien universel. J'ai aussi abordé deux idées à plus long terme, qui vont être au cœur de la politique étrangère telle que je la conçois pour le Canada de demain.

Ce sont deux idées qui évoluent depuis plusieurs mois, mais dont j'aimerais vous parler aujourd'hui, parce que dans la dernière semaine elles ont commencé vraiment à faire du chemin. Ce sont deux idées qui s'inspirent des valeurs profondes du Canada. Des valeurs comme la démarche multilatérale pour résoudre les différends, la foi dans la règle de droit, la gouvernance et la transparence des institutions comme conditions du progrès, et surtout la soif d'équité et de justice, qui sont à la base d'une véritable sécurité. Les deux idées dont j'ai l'intention de vous parler reconnaissent que la mondialisation nous a apporté des bénéfices considérables mais qu'elle pose également toute une série de défis que nous ne pourrions résoudre sans envisager de nouvelles démarches et prendre de nouvelles initiatives. La première idée tient au fait que les institutions internationales qui ont été créées il y a 30 à 50 ans, si utiles et importantes soient elles, ne se sont pas encore suffisamment adaptées pour relever ces nouveaux défis. Il y a dix ans, quand j'étais ministre des Finances, nous avons dû faire face à des failles graves au sein de l'architecture financière internationale, des failles qui nous ont conduit à la crise du peso mexicain en 1994, à la crise asiatique en 1997, suivie de la crise brésilienne. Le problème était pour nous, les ministres des Finances du G-7, c'est que nous comprenions très bien les difficultés auxquels faisaient face ces pays; et nous croyions avoir les solutions nécessaires, mais il était impossible de les faire accepter, parce que ces pays ne faisaient pas partie du G-7 et tout naturellement refusaient toute solution imposée par des tiers.

C'est pourquoi, en 1999, nous avons créé un nouveau forum, le G-20, qui réunit les ministres des Finances du G-7 mais aussi les ministres des Finances des économies en émergence de toutes les régions du monde, la Chine, l'Indonésie, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud – ensemble, des pays représentant deux tiers de la population mondiale. Et cela a réussi. C'est le G-20 qui, lors de sa rencontre à Montréal en l'an 2000, grâce à la concertation entre tous ces pays à une même table, a su mettre en place les mécanismes nécessaires pour mieux faire face aux défis financiers internationaux. Ce qui m'amène à aujourd'hui. Le G-8 est très important. Mais lorsque je regarde les problèmes qui nous confrontent de nos jours, les nouveaux maux de la terre qui ignorent les États et ne connaissent pas de frontières comme le SRAS, le SIDA, l'effet de serre et le terrorisme mondial, il est évident qu'il y a des limites à ce que le G-8 peut faire parce qu'il n'a pas toute la portée requise.

La solution – je crois que nous avons besoin d'un G-20 au niveau des chefs d'États, non pas pour remplacer le G-8, mais pour le compléter. Je suis convaincu qu'une réunion des dirigeants du G-20 peut apporter une contribution significative en galvanisant nos efforts à l'échelle multilatérale et en donnant l'impulsion et un meilleur sens de direction à nos institutions œuvrant dans le domaine de la gouvernance mondiale.

Est-ce important pour le Canada? La réponse est clairement oui parce que cela nous offre la possibilité d'être le catalyseur d'une démarche fondamentale. Cela nous donnera les leviers dont nous avons besoins pour jeter un pont entre le Nord et le Sud. Et tout cela pour le Canada est crucial. Peu de pays sont aussi ouverts sur le monde que nous le sommes. Nous avons une économie qui dépend de la stabilité mondiale. L'idée du G-20 est-elle réaliste? Je crois de plus en plus que c'est réalisable. Mes discussions sur la question avec la Commission européenne ont suscité de l'intérêt. Il en a été de même dans mes discussions avec les présidents du Brésil, du Mexique et de l'Afrique du Sud. Les deux pays clés sont les deux grandes puissances du Nord et du Sud, les États-Unis et la Chine. Le jour précédant ma nomination comme Premier ministre, j'ai eu une rencontre avec le Premier ministre de la Chine, Wen Jiabao, qui s'est montré intéressé. Je vais faire un suivi à cet égard.

Le deuxième pays clé, ce sont les États-Unis. Et à Washington, la semaine passée, j'ai abordé la question avec le Président Bush qui a exprimé un réel intérêt pour l'idée, et c'est de cela dont je voudrais vous parler aujourd'hui. Pendant ma rencontre avec le Président Bush, je lui ai décrit le concept du G-20. J'ai expliqué qu'il s'agissait d'un groupe de dirigeants provenant des pays développés et en développement qui se rencontreraient dans le cadre le plus informel possible afin de faire progresser quelques-uns des dossiers les plus épineux auxquels la communauté internationale doit faire face : le VIH/sida, le besoin d'accroître la collaboration dans la lutte contre le terrorisme, la nécessité d'intervenir devant l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. Le soutien des Américains est crucial. Comme les autres dirigeants avec qui j'en ai discuté, le Président Bush a exprimé un intérêt sincère. Je crois donc que l'heure du G-20 a sonné.

Maintenant que l'idée fait des progrès, j'ai l'intention de poursuivre la discussion avec les autres puissances régionales européennes, latino-américaines, africaines et asiatiques. Allons-nous réussir à créer le G-20 des chefs d'États? Cela reste à voir. Mais si nous réussissons, je crois que nous allons mettre en place une démarche tout à fait adaptée à un monde en constante mutation.

Ma deuxième proposition découle d'un constat que je vais illustrer à l'aide de trois exemples contemporains. Premier exemple, Haïti. Il y a 10 ans, le Canada, les États-Unis et la France sont intervenus pour rétablir dans ses fonctions le président qui avait été démocratiquement élu. Cela nous a coûté passablement cher comme opération. Mais parce que nous avons quitté le pays avant de développer les structures institutionnelles dont Haïti avait besoin, 10 ans plus tard, nous sommes de retour, à la case départ. Il ne faut pas répéter la même erreur.

Nous reconnaissons qu'en tant que pays francophone et partenaire important dans les Amériques, le Canada a une responsabilité particulière envers Haïti et cette fois-ci, nous allons nous assurer que la communauté internationale ne se dérobe pas à ses obligations, soit d'aider à renforcer les institutions haïtiennes de gouvernance publique.

Deuxième exemple, l'Afghanistan, où avec 2000 soldats, le Canada est à la tête de la Force internationale d'assistance à la sécurité de l'OTAN. Nos troupes y font un travail admirable. Mais c'est clair que l'Afghanistan ne connaîtra jamais ni sécurité ni développement économique sans qu'on construise les institutions gouvernementales capables de donner au pays une stabilité politique.

Dernier exemple. L'an dernier, l'ancien Président du Mexique Ernesto Zedillo, et moi-même avons coprésidé la Commission des Nations Unies pour le secteur privé et le développement. Notre rapport contenait un certain nombre de recommandations. Mais le plus important, c'était le fait que tout simplement, le secteur privé ne se développera pas dans les pays moins nantis tant qu'il n'aura pas confiance dans leurs institutions publiques. Quelles conclusions tirer de ces exemples? C'est assez clair. Il n'y aura pas de paix sociale ni de développement économique sans institutions publiques stables, fortes et probes.

Premièrement, plus souvent qu'autrement, un État en faillite requiert une intervention militaire afin d'assurer la stabilité. Mais c'est un leurre de croire qu'une intervention militaire, si indispensable soit-elle, puisse suffire à rétablir à long terme la sécurité dans un pays. Sans institutions publiques solides, des ministères opérationnels, un bon système judiciaire, des forces policières honnêtes, des tribunaux indépendants, des commissions des droits de la personne, des écoles, des hôpitaux qui fonctionnent, des services publics compétents, la stabilisation par des forces de maintien de la paix ne peut être qu'éphémère.

Quelle est ma proposition? Il faut que la communauté internationale mette à la disposition des pays vulnérables la capacité de créer et de gérer leurs propres institutions publiques et privées, et il n'y a pas un pays mieux placé pour prendre le leadership dans ce domaine que le Canada. Nous avons toutes les compétences voulues pour faire ce travail. Nous avons les connaissances et presque un siècle et demi d'expérience en développement d'institutions solides chez nous.

Il existe au Canada un vaste réservoir de talents pour créer ou renforcer les institutions les plus diverses dans les États qui en ont le plus grand besoin. C'est ce que nous faisons, par exemple, en Jordanie, où nous entraînons des policiers irakiens. Ce genre de coopération existe déjà entre pays francophones où le Canada, le Québec et le Nouveau-Brunswick travaillent de concert en faveur du développement des populations et des institutions des pays moins favorisés membres de la Francophonie.

Mais nous pouvons faire beaucoup plus. Par exemple, nous pouvons mettre à la disposition des pays qui en ont besoin l'un des grands avantages canadiens, à savoir le bi juridisme. Notre pratique parallèle de la Common Law et du Code civil fait de nous des interlocuteurs importants, tant dans le Commonwealth qu'au sein de la Francophonie, ainsi que dans de nombreux pays d'Amérique latine. Vous allez me dire que d'autres pays possèdent aussi les compétences nécessaires. Pourquoi alors revient-il au Canada de jouer le rôle de catalyseur? La réponse – le Canada peut faire bouger les choses, pas seulement en raison de ce que nous pouvons faire, mais à cause de qui nous sommes. Nous inspirons confiance non seulement parce que nous sommes une grande nation industrialisée, mais aussi parce que nous ne sommes ni une ancienne puissance coloniale ni une superpuissance.

Tout aussi important, le grand atout du Canada remonte à sa fondation, au regroupement en une seule communauté politique de deux groupes distincts : français et catholique d'un côté, anglais et protestant de l'autre. Au fil des ans, nous avons ajouté une riche mosaïque de langues, d'ethnies et de religions, et nous nous efforçons à répondre aux préoccupations et aux revendications de nos peuples autochtones. Nous avons accompli un vrai exploit, un énorme exploit, au titre de l'intégration dans la tolérance et du respect de la diversité. Cela ne s'est pas fait sans difficultés et des erreurs ont été commises, mais le bilan évoque une réussite exceptionnelle. Il démontre qu'un pays n'est pas seulement une langue, une culture. C'est la capacité de vivre ensemble et de vouloir réussir ensemble. Et aujourd'hui nos atouts se multiplient. Pour bâtir, dans les pays vulnérables, le genre d'institutions dont les Canadiens de toutes origines bénéficient ici.

Nous savons que nous pouvons compter sur la collaboration pleine et entière de nos diasporas au Canada comme celles de Haïti, d'Afghanistan, ou d'Irak. Le Canada fait la promotion sans relâche d'une convention sur la diversité culturelle sous l'égide de l'UNESCO. Nous le faisons d'abord pour protéger nos propres réalisations culturelles, mais aussi pour ce que cela signifie à l'extérieur de nos frontières. Il faut que les pays aient le droit de prendre les mesures nécessaires pour préserver et promouvoir leurs cultures. Ce qui est important dans la convention de l'UNESCO, c'est qu'elle contribue au renforcement des institutions et rassure les sociétés en leur laissant savoir qu'elles peuvent se doter d'une gouvernance moderne et s'ouvrir au monde, sans perdre leurs cultures distinctes. Le Canada a suivi cette démarche tout au long de son histoire. C'est une autre raison pour laquelle nous sommes bien placés pour aider les pays en développement à bâtir leurs institutions.

Alors, cela nous amène à quoi? Dans le discours du Trône nous avons annoncé notre intention de créer un nouvel organisme, temporairement nommé Corps Canada. Je suis heureux de pouvoir aujourd'hui vous en parler davantage. Corps Canada, c'est mettre à la disposition des pays dans le besoin les talents et les valeurs de Canadiens qui veulent les aider à consolider leurs institutions nationales. Je vous annonce aujourd'hui que l'opération est lancée. C'est une idée qui, j'en suis convaincu, correspond aux aspirations profondes des Canadiens et des Canadiennes. Par exemple, Regardez les Québécois qui ont fait preuve de vision et de courage, et qui ont été depuis longtemps en première ligne dans la lutte contre la pauvreté, la maladie et l'ignorance. Ils ont fondé des écoles, des hôpitaux, des cliniques, des postes agricoles, et ont construit des installations d'irrigation et des centrales électriques.

Le père dominicain Georges Henri Lévesque, fondateur de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval en 1938. Pas du genre à se reposer sur ses lauriers, il a créé, à l'âge de soixante ans, l'Université du Rwanda à Kigali, dont il a été recteur de 1963 à 1972. Il y a plus de dix ans, avec l'aide de l'ACDI, Hydro-Québec s'est mis à réadapter l'infrastructure électrique de Jacmel en Haïti. Aujourd'hui, c'est le seul endroit dans ce pays où le système électrique fonctionne sans interruption.

Le Mouvement International Desjardins aide à établir dans différents pays du monde des services coopératifs d'épargne, de micro-crédit et de financement communautaire. Au pire des actes de violence commis en février en Haïti, de nombreuses banques commerciales ont été saccagées. Mais les Caisses populaires, elles, ont été protégées par les habitants des collectivités où elles se trouvent. Aucune Caisse n'a été attaquée. Pas une seule.

Dans cet esprit, Corps Canada contribuera à créer des synergies entre les multiples organismes, publics et privés, qui œuvrent dans le domaine du développement. Il offrira les compétences de spécialistes du renforcement des institutions et du développement des capacités. Il rassemblera des Canadiens de tous âges qui sont prêts à contribuer au développement institutionnel. On compte, bien entendu, sur la coopération du secteur privé et de la société civile en plus de celle des institutions fédérales, et on compte aussi sur la coopération des provinces et des villes.

Corps Canada aura recours à trois catégories de personnes : des experts à divers niveaux des secteurs public et privé; des gens qui travaillent dans le secteur bénévole, comme le Service d'assistance canadien aux organismes; et des jeunes qui ont une expertise ou une formation dans des domaines tels le droit, la gestion ou l'organisation communautaire. Les experts proviendront d'un vaste éventail de secteurs, du diplômé en administration au policier à la retraite, de l'expert constitutionnel à la diététiste ou à l'enseignante. Certains besoins nécessiteront une contribution à long terme. Dans d'autres cas, le travail à accomplir sera intense, mais d'assez courte durée, comme par exemple celui des experts canadiens qui ont observé le déroulement des élections en Mongolie et en Géorgie.

Nous donnerons à de jeunes Canadiens la possibilité d'aider leurs prochains et de connaître le monde avant de se lancer dans leur vie professionnelle au Canada. Nous ferons tout notre possible pour que leur participation à de telles activités fasse partie intégrante de leur expérience formative. Ce seront des gens comme Pierrot Tremblay, un Autochtone diplômé d'une université québécoise avec une maîtrise et des connaissances de la langue espagnole, qui a participé à la commission présidentielle chargée des droits de la personne au Guatemala.

Où en sommes-nous dans notre démarche? Nous venons de mettre sur pied le secrétariat responsable de Corps Canada. Ce secrétariat mettra l'accent sur la consultation avec les différents intervenants des trois catégories de personnes ressources, et établira des liens avec d'autres institutions canadiennes axées sur la démocratie, comme le Forum des Fédérations qui collabore avec les autorités du Sri Lanka afin de trouver une solution fédérale à leurs problèmes interethniques. Au fil du temps, l'organisme tissera des liens avec des groupes dans d'autres pays et avec des organisations internationales qui œuvrent dans le même domaine.

À la tête du secrétariat, comme directrice générale intérimaire, nous y avons nommé Madame Marie Gervais-Vidricaire du service extérieur canadien. Et, j'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui le nom des deux coprésidents de Corps Canada, soit M. Gordon Smith, l'ancien sous-ministre des Affaires étrangères, et maintenant président du Centre des études mondiales de l'Université de Victoria, et Mme Julie Payette, astronaute, une femme de science et d'érudition.

Mesdames et messieurs, j'ai voulu aujourd'hui vous parler de deux nouvelles démarches de la politique étrangère de notre nouveau gouvernement. Comme pays, nous partons d'une dynamique existante. Nous avons des relations bilatérales essentielles. Nous avons des perspectives régionales et globales. Notre relation avec les États-Unis est vitale. Nous appartenons à de nombreux réseaux, comme le Commonwealth et la Francophonie. Nous sommes membres d'institutions multilatérales au cœur du développement de l'humanité, à commencer par les Nations Unies. Tout cela, c'est l'acquis de notre histoire et de notre géographie. Maintenant, il faut bâtir sur ces acquis.

Vous allez trouver dans notre politique étrangère la dimension canadienne traditionnelle, faite de générosité, de compassion, de sacrifice. Mais je veux redonner à cette tradition sa pleine vitalité dans un monde de plus en plus complexe. Laissez-moi vous en donner un dernier exemple : il y a 14 millions de personnes qui meurent chaque année de maladies qui pourraient être évitées si elles avaient accès à des médicaments à prix abordables. Dans les prochaines vingt-quatre heures, 8 000 personnes mourront du sida et 14 000 autres seront infectées par le VIH, ce qui détruira des familles et meurtrira des pays déjà fragiles.

Des chiffres comme ceux-ci sont bouleversants et le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, a lancé un appel à l'aide vibrant à la communauté internationale. Le Canada a répondu "présent". Cette semaine, nous serons le premier pays au monde à adopter une loi qui permettra à ses fabricants de produits pharmaceutiques de produire des médicaments à faible coût contre le VIH et le sida pour l'Afrique. Dans le même contexte, j'aimerais annoncer aujourd'hui que le Canada contribuera 100 millions de dollars à une nouvelle initiative de l'Organisation mondiale de la Santé. C'est un programme qui vise à traiter trois millions de sidatiques d'ici la fin de 2005.

Cette contribution fait de nous le plus important donateur pour ce programme. Les Canadiens et les Canadiennes peuvent en être fiers, car c'est une question de vie ou de mort. C'est de cela que nous avons besoin : une politique étrangère portée sur l'avenir, consciente des menaces nouvelles qui nous confrontent mais confiante de pouvoir les surmonter par de nouveaux partenariats. Nous avons besoin d'une politique étrangère qui reconnaît que les nouvelles frontières du monde ne sont plus celles des États mais celles de l'ignorance, de l'intolérance et de l'injustice. Ce sont ces frontières qu'il nous faut franchir. C'est une politique étrangère qui reconnaît qu'il ne peut y avoir de développement sans sécurité et qu'il n'y a pas de sécurité durable sans justice, sans équité, sans développement.

Les défis contemporains sont énormes. C'est pourquoi le Canada se doit d'apporter un esprit nouveau et des idées nouvelles pour les relever. Mes deux propositions sortent des sentiers battus. Tant mieux. Si les dirigeants politiques du G-20 se réunissent et galvanisent la gouvernance internationale, et que nous parvenons à créer des institutions solides dans les pays vulnérables, nous n'aurons fait que notre devoir.

Les idées changent le monde. Et bien les Canadiens et les Canadiennes sont capables de générer des idées neuves. Et aussi de prendre les moyens pour les mettre en pratique. Que le Canada puisse se démarquer, certains diront que c'est un rêve. Peut-être, mais c'est un rêve plein de réalité que partagent tous les Canadiens.

Nous avons créé l'un des pays les plus merveilleux au monde. Pourtant, le climat ne nous était guère favorable. Deux peuples fondateurs qui s'étaient fait la guerre ont créé l'un des bastions de la tolérance, une nation dont le talent rime avec diversité. On nous décrit souvent comme un pont entre l'Europe et l'Amérique. Mais nous sommes plus que ça. Beaucoup plus. Nous sommes un exemple pour le monde de ce qu'un pays doit être.

Montrer le chemin aux autres est autant notre destin que notre responsabilité. Le Canada que je propose est un Canada qui reflète nos valeurs les plus profondes. C'est un Canada ouvert à ce qu'il y a de meilleur.

C'est le Canada que veulent nos amis.

C'est le Canada que veulent les Canadiens.

Merci